

LE GRAND TIMONIER N'EST PLUS

les maoïstes
de tout poil
continuent
leurs singeries



NOIR, GENÈVE

Toutes les révolutions ont commencé
sans chefs et quand' elles en ont eu,
elles ont fini.

Censor, 1976

LE SOLEIL ROUGE SE COUCHE À L'EST

Depuis son origine, le Parti communiste chinois est une organisation bourgeoise. Il a été structuré selon un modèle hiérarchique; il a assimilé toutes les formes, les techniques et la mentalité de la bureaucratie. Ses membres ont été à l'école de l'obéissance, où ils ont appris à vénérer leurs dirigeants. Les dirigeants du Parti, quant à eux, ont acquis les habitudes du commandement, de l'exercice de l'autorité, de la manipulation et de l'«egomanie». Le Parti chinois n'était d'ailleurs qu'un suiviste minable du Comintern moscoutaire.

Le dogme absolu adopté par le Parti communiste chinois est le léninisme, idéologie qui, en Russie, a favorisé la consolidation du capitalisme d'Etat. Il ne s'agit pas d'une déviation, mais d'une conséquence des idées de Lénine, lorsque le pouvoir est aux mains d'une classe qui opprime et exploite les masses ouvrières.

Economiquement, la Chine était un pays retardé, à l'industrialisation duquel les anciennes classes au pouvoir avaient été incapables de pourvoir. La jeune bourgeoisie locale n'avait ni la force ni le courage de faire éclater les vieilles structures sociales, c'est-à-dire de faire une révolution qui modernise le pays. Les tâches de la bourgeoisie allaient devoir être accomplies par une bureaucratie.

Pour prendre le pouvoir, la stratégie du PCC a consisté à cerner les villes à partir des campagnes; c'est ainsi qu'il a posé les bases de son armée paysanne. Mais cette armée, organisée par un parti bourgeois, est devenue un outil entre les mains de ce parti et, par conséquent, un instrument capitaliste.

La prétendue révolution de 1949 n'avait rien à voir avec une vraie révolution socialiste. Une bureaucratie a pris le pouvoir par la force, se trouvant mieux placée que l'ancienne clique dirigeante pour gérer le capital national. Une fois assuré le contrôle de la machine d'Etat, le seul moyen pour la bureaucratie maoïste de progresser était d'imposer aux masses ouvrières un régime impitoyable basé sur l'exploitation et l'austérité.

La bureaucratie a eu pour première tâche l'accumulation du capital. En raison des faibles investissements en capitaux dans l'industrie, le développement économique reposait sur les méthodes les plus primitives d'extraction de la plus-value:

- à la campagne, la mobilisation de millions de paysans et de semi-prolétaires qui ont effectué, quasiment à mains nues, des travaux publics et des projets d'irrigation;
- dans les villes, le travail forcé pour un salaire de misère, l'interdiction des grèves, la suppression du libre choix d'un emploi, etc.

La bureaucratie chinoise ne tient pas son origine de l'industrialisation: c'est l'industrialisation qui est le résultat de l'accession au pouvoir de la bureaucratie. A peine avait-elle pris le pouvoir que des querelles éclataient au sein du Parti, qui portaient sur la conception de la modernisation de l'industrie, de l'agriculture, des sciences et des techniques en Chine.

La fraction mao-radical (Chiang Ching, Wang Hong-wen, Chang Chun-chiao et Yao wen-yuan) était en faveur de «compter sur ses propres forces», de mobiliser les «masses populaires» derrière l'Etat et l'économie, d'encourager la production par des stimulants idéologiques plutôt que matériels; elle préférait les «rouges» aux «experts», défendait l'infailibilité de la pensée maotsétoung, était hostile à l'Union soviétique, favorable à une «révolution dans les arts et la littérature» aux seules fins de propager l'idéologie officielle, et jugeait nécessaires les mouvements et les luttes à n'en plus finir des masses, car «pendant la longue période du socialisme, la contradiction principale réside entre la classe ouvrière et la bourgeoisie», dit Mao.

Les «tenants de la voie capitaliste» (Liou Chao-chi, Teng Hsiao-ping et consorts) étaient en faveur des différences de salaires et de l'extension des primes matérielles à la productivité. Ils voulaient aussi un appareil technique plus efficace, le rapprochement avec les révisos soviétiques, la libéralisation de la politique artistique, l'abandon du culte de la personnalité de Mao, la priorité à la construction nationale sur la «lutte des classes» interminable.

Ces deux lignes correspondent aux différentes stratégies élaborées par deux fractions de la classe bureaucratique contre les masses ouvrières, pour mieux les exploiter. La voie mao-radical devait conduire à une «dictature féodale social-fasciste». La voie capitaliste amènerait une société du type de l'URSS actuelle.

La voie mao de développement et de modernisation de l'économie chinoise a eu l'occasion d'être essayée en 1958. «Du sommet à la base», le Parti annonçait la ligne des «Trois Drapeaux Rouges». Le premier drapeau rouge était la Ligne Générale de Construction du Socialisme. Le second, le Grand Bond En Avant. Le troisième, le Mouvement des Communes Populaires. Grâce à ces trois drapeaux, la Chine connut trois années de crise économique.

Le Grand Bond En Avant allait rater lamentablement, et les conflits au sein du Parti se transformèrent en dures luttes politiques entre les deux lignes. L'influence de Mao avait faibli lorsque, en décembre 1958, il abandonna son titre de chef de l'Etat pour ne conserver que la présidence du Parti. «J'étais extrêmement mécontent de cette décision, mais je ne pouvais rien faire d'autre», dit-il plus tard. Avec l'affaiblissement du contrôle de Mao sur le pays, les capitalistes rouges purent adopter une série de mesures pour atténuer les effets de la crise économique, qui avait été causée en partie par le Grand Bond En Avant et en partie par toute une série de catastrophes naturelles. Les tenants de la voie capitaliste se mirent à développer et à moderniser l'économie selon leurs conceptions.

Jusqu'en 1966: cette année-là, pour reconquérir le pouvoir, Mao donnait le départ à la Grande Révolution Culturelle Proletarienne. Celle-ci traduisait une lutte de pouvoir entre les deux fractions de la classe bureaucratique, ainsi qu'une tentative d'accommoder le peuple chinois et ses pensées à la sauce mao. Les masses répondirent immédiatement et dans un grand tumulte à l'appel à la rébellion de Mao, ce qui démontre bien leur profond désaccord avec le système mis en place depuis 1949. En fait, les masses s'opposaient non seulement à la voie capitaliste mais à toute la bureaucratie. Une pseudo-révolution prenait la tournure d'une vraie révolution.

«Le fait le plus important de la révolution de janvier (1967) fut la mise à l'écart de 90% des cadres supérieurs. Au cours de cette période, dans le Hunan, le pouvoir de gens tels que Zhang Pinghua, Zhang Bosen, Hua Kuofeng et consorts fut réduit à néant et, à Pékin, des prises de pouvoir eurent lieu au Ministère des finances, à la radio ainsi que dans d'autres organismes; les Li Xiannian, Chen Yi, Tan Zhenlin et autres, ainsi que leur représentant Zhou Enlai virent leur pouvoir fortement réduit. Aux mains de qui le pouvoir se trouva-t-il alors transféré? Aux mains du peuple qui, animé d'un enthousiasme sans bornes, s'était organisé de lui-même et avait pris le contrôle du pouvoir politique, administratif, financier et culturel dans les municipalités, l'industrie, le commerce, les communications, etc.»¹

¹ Shengwulian: «Où va la Chine?» mars 1968; trad. fr. in *Révo.cul. dans la Chine pop.*, Paris, 10X18, 1974, p. 398.

Les masses s'étaient soulevées pour essayer de prendre en mains leur destinée. Mao avait donné le départ à la révo.cul., mais ne la contrôlait plus. Avec l'aide de Lin Piao et de l'armée, il commença alors de liquider les masses révolutionnaires. La bureaucratie, sous le contrôle temporaire de Maotsetoung, laissa dériver la Chine sur la voie de la «dictature féodale social-fasciste»².

«Chinois, si vous saviez l'air qu'on respirait à l'apogée du système Lin Piao! Nous n'oublions pas que la politique primait tout (quelle politique? du vent!). Elle primait tout pour récompenser la paresse, pour punir l'ardeur. Nous n'oublions pas qu'il fallait «jour après jour, sans relâche, étudier»; étudier quoi? Réciter le rosaire, ressasser des sourates. Nous n'oublions pas qu'il fallait «se réunir pour étudier et appliquer»; étudier et appliquer quoi, en macérant dans ces séances toujours plus hypocrites? Nous n'oublions pas «la révolution éclatant au plus profond de l'âme», éclatant comme des pets de plus en plus saugrenus et absurdes. Nous n'oublions pas qu'on encourageait «l'expression de sa loyauté», bel encouragement à l'opportunisme politique. Nous n'oublions pas qu'il fallait danser le «quadrille de la loyauté», java grotesque! danse du balai indécente! Nous n'oublions pas la liturgie ininterrompue et permanente: prière du matin, confession du soir, meetings, rassemblements, changement de service, que ce soit pour téléphoner, pour faire du courrier, pour aller faire ses courses ou pour rendre la monnaie et jusqu'aux repas mêmes, tout était laqué d'une épaisse sauce religieuse dégageant une forte odeur de dieu.

Le mot magique loyauté occupait cent pour cent de notre temps, cent pour cent de notre espace. Y-a-bon ceci, y-a-bon cela; ce n'était que surenchères pour mieux se placer, «à gauche», toujours plus à gauche, encore plus à gauche. Ce championnat de superlatifs et ces innombrables «congrès d'activistes» n'étaient que des petites mises dans le grand tripot de la falsification, de la fourberie, et de la mocheté.

Nous n'oublions pas non plus la récente mode du communisme à la «tout pour tous», c'est-à-dire rien pour personne, qui s'est révélée si néfaste pour les intérêts fondamentaux de la masse des ouvriers et des paysans. Nous n'oublions pas non plus la dernière mode dans le parti, où «celui qui avait trouvé les clés du paradis emmenait avec lui ses chiens et sa basse-cour». Il fallait savoir planter les choux, à la mode, à la mode, puisque «le vrai, c'était la splendeur de l'utile», surtout à une époque où la longueur du bateau permettait de connaître l'âge du timonier. Et les «peccadilles sans conséquences», du moment que la dissertation avait un plan en trois parties! Nous n'oublions pas non plus que les

«manoeuvres par la porte de derrière sont monnaie courante de nos jours dans la société», et que les seconds-couteaux ont bien profité de tout cela.

Le pouvoir était à nouveau aux mains des bureaucrates et de l'armée. La révolution culturelle était terminée, mais pas la lutte entre les deux lignes. C'est ainsi que Lin Piao, héritier désigné de Mao et son plus proche compagnon d'armes, devenait le traître, le renégat, l'escroc, l'agent double. «Le 21 septembre 1971, alors que Mao rentrait en train de Shanghai à Pékin, Lin avait prévu de faire sauter le train quelque part au nord de Nankin.» Comme son plan était déjoué, il s'enfuit à bord d'un avion qui devait «tomber en panne sèche et s'écraser en Mongolie, tuant ceux de ses passagers qui étaient encore en vie».³

Une fois de plus, les bureaucrates avaient agi par dessus les têtes des masses, qui n'entendirent parler de l'«affaire Lin Piao» que plusieurs mois plus tard.

En 1973, Teng Hsiao Ping, un capitaliste rouge pendant la révo.cul., retrouvait le pouvoir perdu et devenait un des hommes les plus importants dans la hiérarchie du PCC. Etroitement aligné sur les positions de Chou Enlai, Teng devait vite être considéré comme le successeur de Chou, qui était alors premier ministre, premier vice-président du Parti et un des bureaucrates qui géraient le plus efficacement la Chine. Chou personnifiait aussi les éléments les plus opportunistes méprisés des vrais révolutionnaires; homme de peu de principes, il était toujours du côté de la fraction qui avait le plus de pouvoir.

Cependant, Chou allait subir les attaques du mouvement Contre le Courant et du mouvement anti-Confucius embrayé par la fraction mao-radical; mais il adopta habilement «une stratégie taoïste, toute de douceur et de souplesse, de non-ingérence et de non-résistance; tel un judoka, il ne résiste jamais au choc de l'adversaire; il fléchit, puis détourne les coups pour envoyer son ennemi se casser la gueule de lui-même dans un cul-de-sac».⁴

Chou se débrouilla pour détourner, dévier, contrôler et neutraliser le mouvement qui le visait en désignant le «courant erroné» comme celui de Lin Piao. Il sut circonscrire les attaques en dénonçant impunément un cadavre déjà discrédité. Le courant anti-Confucius prit successivement trois noms: critique de Confucius (pi Kung), puis critique de Confucius et de Lin Piao (pi Kung pi Lin), enfin critique de Lin Piao et de Confucius (pi Lin pi Kung). Chou était plus malin que Liou Chao-chi et que Lin Piao: il mourut membre du Parti.

Les masses ne montrèrent guère d'enthousiasme pour le mouvement

³ Wilfred Burchett, in *Far Eastern Economic Review*, 20 août 1974.

⁴ *Far Eastern Economic Review*, 3 décembre 1973.

² Li Yizhe: *A propos de la démocratie et de la légalité sous le socialisme*, Paris, Bourgeois, 1976, p. 40ss.

«critique de Confucius et de Lin Piao», car
*la Chine n'est plus la Chine de jadis
et le peuple n'est plus ignare.*⁵

Le mouvement «critique de Confucius et de Lin Piao», le mouvement Contre le Courant, l'«étude de la campagne pour la dictature du prolétariat», les attaques contre le classique du XIV^e siècle *Les bords de l'eau*, le mouvement «ripostons aux tentatives déviationnistes de droite pour renverser les verdicts corrects», ne sont tous que des règlements de comptes entre les diverses fractions de la classe dirigeante. Les masses savent bien que ces mobilisations ont pour seul but de perpétuer leur servitude et d'encourager la production, c'est-à-dire de les exploiter jusqu'à l'os.

Des mouvements de contestation contre l'autorité n'en continueront pas moins: campagne d'affiches en juin 1974 à Pékin contre Hua Kuo Feng, baptisé «le bourreau du Shengwulian», affiche de Li Yi Zhe en novembre 1974 «à propos de la légalité et de la démocratie», le même mois, intervention de l'armée à Wuhan contre les ouvriers en grève, août 1975 interventions très brutales de l'armée contre les ouvriers de Hangzhou en grève contre les cadres qui remettaient en cause l'acquis de la révolution culturelle. Ces luttes vont culminer avec l'affaire de la place Tien An Men, le 5 avril 1976, où 100 000 personnes vont affronter la milice des bureaucrates.

L'INCIDENT DE LA PLACE TIEN AN MEN

Selon le *Renmin Ribao* du 7 avril 1976, «au cours de cette première semaine du mois d'avril, la place Tien An Men, dans la capitale, a été le théâtre d'un incident politique contre-révolutionnaire qu'une poignée d'ennemis de classe a créé, avec préméditation, suivant un plan déterminé et d'une façon organisée, sous prétexte de rendre hommage à la mémoire du Premier ministre Zhou Enlai à l'occasion de la fête des morts. Ils ont délibérément prononcé des discours réactionnaires, placardé des poèmes et des slogans réactionnaires, distribué des tracts réactionnaires et incité à la formation d'organisations contre-révolutionnaires. Dans un langage contre-révolutionnaire, tantôt voilé, tantôt sans fard, ils ont crié avec frénésie que «l'époque de l'empereur Shihuangdi des Qin est révolue», proclamé ouvertement leur soutien à Deng Xiaoping et, comme des

forçés, ils ont dirigé le fer de lance contre le président Mao, notre grand dirigeant, afin de diviser le comité central du parti ayant à sa tête le président Mao, ce dans la vaine tentative de détourner de son orientation la lutte menée actuellement pour critiquer Deng Xiaoping et riposter au vent déviationniste de droite qui remet en cause les conclusions justes; en bref, ils se sont livrés à des activités contre-révolutionnaires.

Le 5 avril, ces activités contre-révolutionnaires ont atteint leur apogée. Vers huit heures, une voiture de propagande du bureau de la sécurité publique de la municipalité de Pékin a été lapidée; ce véhicule a été retourné et la carrosserie et le haut-parleur complètement endommagés. Après neuf heures, une foule de plus de 10 000 personnes se pressait à l'entrée du palais de l'assemblée populaire; au moment où elle était la plus dense, il devait y avoir, selon toutes estimations, plus de 100 000 personnes.

Le journal rapporte aussi que les gens forcèrent les baraquements de l'Armée populaire de libération et les occupèrent, puis cassèrent portes et fenêtres et mirent le feu aux baraquements. Des pompiers et des flics furent frappés. Plusieurs centaines d'hommes de la milice, s'élançant sur les marches du «palais du peuple» (l'Assemblée nationale), furent dispersés à plusieurs reprises. Plus de cent miliciens ouvriers de Pékin furent blessés, une douzaine grièvement. A 18 h. 30, Wu Teh, maire de Pékin, fit un discours retransmis par haut-parleur; dès après ce discours «la plupart des passants qui s'étaient arrêtés sur la place pour voir ce qui s'y passait et des gens qui s'étaient laissés tromper quittèrent rapidement les lieux. Seule une petite poignée de contre-révolutionnaires continua à résister obstinément; ils avaient placardé d'autres poèmes réactionnaires autour du monument aux héros du peuple. A 21 h. 30, sur l'ordre du comité révolutionnaire de la municipalité de Pékin, plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers miliciens de la capitale, en coordination avec des agents de la police populaire et des combattants de la garde, eurent recours à des mesures énergiques pour appliquer la dictature du prolétariat.»⁶

Le 7 avril, le Comité central du Parti communiste chinois annonçait que «sur proposition de notre grand chef Mao, le Bureau politique du CC du PCC a décidé à l'unanimité de nommer le camarade Hua Kuo-feng⁷ Premier Vice-président du CC du PCC et premier ministre du Conseil d'Etat de la République populaire de Chine» et que, «après avoir discuté de l'incident contre-révolutionnaire qui s'est produit sur la place Tien An Men et du comportement à cette occasion de Teng Hsiao Ping, le BP du CC du PCC estime que la nature du problème posé par Teng Hsiao Ping s'est transformée en une contradiction antagoniste. Sur propo-

⁶ *Renmin Ribao*, 7 avril 1976; cit. in Li Yizhe, *op. cit.*

⁷ Le boucher du Shengwulian en 1968; voir *Revo.cul. dans la Chine pop.*, *op. cit.*

⁵ Poème écrit lors de l'incident de la place Tien An Men, 5 avril 1976.

sition de notre grand chef Mao, le BP du CC du PCC décide à l'unanimité de démettre Teng Hsiao Ping de tous les postes qu'il occupe dans le Parti et le gouvernement, l'autorisant toutefois à rester membre du Parti dans l'attente de voir quel sera son comportement à l'avenir. »⁸

La nomination de Hua Kuo-feng et le renvoi de Teng Hsiao Ping contreviennent à l'évidence à la constitution de la République populaire de Chine.

Contrairement aux déclarations de l'agence officielle Chine Nouvelle, la manifestation et l'émeute n'étaient évidemment pas « organisées, préméditées et planifiées ». Tous les témoignages concourent pour démentir cela. Le *Renmin Ribao* a refusé d'admettre que la cause directe et immédiate de l'émeute ait été la disparition prématurée des couronnes mortuaires en l'honneur de Chou En lai. Ce fut en vérité une manifestation de masse spontanée, à laquelle participèrent la majorité des 100 000 personnes rassemblées sur la place. Si elle avait été le fait d'une minorité, comment les centaines de miliciens de garde au Palais du peuple auraient-ils pu être dispersés? Comment l'émeute aurait-elle pu durer un jour entier? Pourquoi a-t-on dû envoyer des « dizaines de milliers de miliciens » pour renforcer la police populaire et les gardes de l'Armée populaire de libération?

Selon le *Renmin Ribao*, les émeutiers ont « proclamé ouvertement leur soutien à Teng Hsiao Ping » — mais les témoins oculaires n'ont ni vu ni entendu aucune référence directe à Teng. Quel avantage auraient tiré Teng et les tenants de la voie capitaliste de l'organisation d'une manif de masse sans tenter par la même occasion de prendre le pouvoir?

La manif spontanée de 100 000 personnes sur la place Tien An Men (des manif similaires ont eu lieu, paraît-il, à Chengchow, Kunming), c'est la réponse que les masses chinoises formulent à la question « Où va la Chine? »: elles disent qu'elles haïssent profondément le système actuel et la classe dirigeante, qu'elles veulent contrôler leur propre destinée, qu'elles veulent la fin de l'« époque féodale de l'empereur Shihuangdi ». Pour la première fois depuis la révo.cul., les masses se sont exprimées sur une grande échelle. Étaient-elles en faveur de la « voie capitaliste »? Nenni! Les masses ont rendu leur verdict pendant la révo.cul. Lorsqu'elles ont rendu hommage à Chou, elles exprimaient leur protestation d'une manière détournée. C'est la nature extrêmement répressive du système de gouvernement actuel qui l'exigeait.

Face aux actions des masses mêmes, la bureaucratie a rapidement réagi. Grâce à un compromis vidant Teng Hsiao Ping (en lui laissant toutefois sa carte du Parti), la fraction mao-radical a marché main dans la main avec les pro-capitalistes en étouffant l'influence et la volonté

des masses. Ignorant la violation de la constitution, la classe au pouvoir se dévoile: rien ne l'arrêtera pour continuer de régner. Les bureaucrates, Mao, les capitalistes rouges et tous les autres ont tremblé devant l'action autonome des masses.

La révolution socialiste est un long chemin plein d'embûches, mais la fin de l'ère barbare de Mao est en vue.

Lee Ya See, Wu Che
avril 1976

NdR. A la suite des incidents de la place Tien An Men, les manifestations contre l'autorité centrale vont se multiplier: le printemps 1976 a vu se dérouler de nombreux incidents au Hunan, Kiangsi, Kiangsu, Yunan, Kweichow... En juillet, fait sans précédent, une banque est attaquée à Chengchow (Honan); en août, autre attaque de banque à Chingtien (Tchekiang), campagne d'affiches à Sian (Shenxi) contre la condamnation d'un ouvrier à 20 ans de prison pour avoir eu des relations sexuelles avec son amie.

⁸ *Peking Review*, 9 avril 1976.

LE POINT D'EXPLOSION DE L'IDÉOLOGIE EN CHINE

La dissolution de l'association internationale des bureaucraties totalitaires est maintenant un fait accompli. Pour reprendre les termes de l'Adresse publiée par les situationnistes à Alger en juillet 1965, l'irréversible « écroulement en miettes de l'image révolutionnaire » que le « mensonge bureaucratique » opposait à l'ensemble de la société capitaliste, comme sa pseudo-négation et comme son soutien effectif, est devenu patent, et d'abord sur le terrain où le capitalisme officiel avait le plus grand intérêt à soutenir l'imposture de son adversaire : l'affrontement global de la bourgeoisie et du prétendu « camp socialiste ». En dépit de toutes sortes de tentatives de recollages, *ce qui, déjà, n'était pas socialiste a cessé d'être un camp*. L'effritement du monolithisme stalinien se manifeste dès maintenant dans la coexistence d'une vingtaine de « lignes » indépendantes, de la Roumanie à Cuba, de l'Italie au bloc des partis vietnamien-coréen-japonais. La Russie, devenue incapable même de réunir cette année une conférence commune de tous les partis *européens*, préfère oublier l'époque où Moscou régnait sur le Komintern. C'est ainsi que les *Izvestia*, en septembre 1966, pouvaient blâmer les dirigeants chinois de jeter un discrédit « sans précédent » sur les idées « marxistes-léninistes » ; et déploieraient vertueusement ce style de confrontation « où l'on substitue des injures à un échange d'opinions et d'expériences révolutionnaires. Ceux qui choisissent cette voie confèrent à leur propre expérience une valeur absolue et font preuve, dans l'interprétation de la théorie marxiste-léniniste, d'un esprit dogmatique et sectaire. Une telle attitude est liée nécessairement à l'immixtion dans les affaires intérieures des partis frères... » La polémique russo-chinoise, dans laquelle chaque puissance est conduite à imputer à son adversaire tous les crimes anti-prolétariens, étant seulement obligée de ne pas faire mention du *défaut réel* qu'est le pouvoir de classe de la bureau-

cratie, doit donc se conclure d'un côté comme de l'autre par cette vision dégrisée que ce qui n'aura été qu'un inexplicable mirage révolutionnaire est retombé, faute d'autre réalité, à son vieux point de départ. La simplicité de ce retour aux sources s'est trouvée parfaitement exposée en février à New-Delhi, quand l'ambassade de Chine qualifiait Brejnev et Kossyguine de « nouveaux tsars du Kremlin » tandis que le gouvernement indien, allié anti-chinois de cette Moscovie, découvrait simultanément que « les maîtres actuels de la Chine ont endossé le manteau impérial des Mandchous ». Cet argument contre la nouvelle dynastie du Milieu a été encore raffiné le mois suivant à Moscou par Voznessenski, le poète moderniste d'Etat, qui « pressent Koutchoum » et ses hordes ; et qui ne compte que sur « la Russie éternelle » pour faire un rempart contre les Mongols qui menacent de bivouaquer parmi « les joyaux égyptiens du Louvre ». La décomposition accélérée de l'idéologie bureaucratique, aussi évidente dans les pays où le stalinisme a saisi le pouvoir que dans les autres — où il a perdu toute chance de le saisir — devait naturellement commencer sur le chapitre de l'internationalisme, mais ceci n'est que le *commencement* d'une dissolution générale sans retour. L'internationalisme ne pouvait appartenir à la bureaucratie qu'en tant que proclamation illusoire au service de ses intérêts réels, comme une justification *idéologique* parmi d'autres, puisque la société bureaucratique est justement le *monde renversé* de la communauté prolétarienne. La bureaucratie est essentiellement un pouvoir établi sur la possession étatique nationale, et c'est à la logique de sa réalité qu'elle doit finalement obéir, selon les intérêts particuliers qu'impose le niveau de développement du pays qu'elle possède. Son âge héroïque est passé avec l'heureux temps idéologique du « socialisme dans un seul pays », que Staline avait été fort avisé de maintenir en détrui-

sant les révolutions en Chine ou en Espagne, de 1927 à 1937. La révolution bureaucratique autonome en Chine — comme déjà peu avant en Yougoslavie — introduisait dans l'unité du monde bureaucratique un germe de dissolution qui l'a disloqué en moins de vingt ans. Le processus général de décomposition de l'idéologie bureaucratique atteint en ce moment son stade suprême dans le pays même où, du fait de l'arriération générale de l'économie, la prétention idéologique révolutionnaire subsistante devait aussi être poussée à son sommet, là où cette idéologie était le plus nécessaire : en Chine.

La crise qui s'est développée toujours plus largement en Chine, depuis le printemps de 1966, constitue un phénomène sans précédent dans la société bureaucratique. Sans doute, la classe dominante du capitalisme bureaucratique d'Etat, exerçant normalement la terreur sur la majorité exploitée, s'est trouvée fréquemment déchirée elle-même, en Russie ou en Europe de l'Est, par des affrontements et des règlements de comptes qui découlent des difficultés objectives qu'elle rencontre ; aussi bien que du style subjectivement délirant qu'est porté à revêtir le pouvoir totalement mensonger. Mais toujours la bureaucratie, que son mode d'appropriation de l'économie oblige à être centralisée, car il lui faut tirer d'elle-même la garantie hiérarchique de toute participation à son appropriation collective du surproduit social, s'est épurée à partir du sommet. Il faut que le sommet de la bureaucratie reste fixe, car en lui repose toute la légitimité du système. Il doit garder pour lui ses dissensions (ce qui fut sa pratique constante dès le temps de Lénine et Trotsky) ; et si les hommes peuvent y être abattus ou changés, la fonction doit demeurer toujours dans la même majesté indiscutable. La répression sans explication et sans réplique peut ensuite descendre normalement à chaque étage de l'appareil, comme simple complément de ce qui a été *instantanément* tranché au sommet. Béria doit être d'abord tué ; puis jugé ; alors on peut pourchasser sa faction ; ou n'importe qui, car le

pouvoir qui abat, en abattant définit à son gré la faction, et par le même geste se redéfinit lui-même comme le pouvoir. Voilà tout ce qui a manqué en Chine, où la permanence des adversaires proclamés, en dépit de la fantastique montée des surenchères dans la lutte pour la totalité du pouvoir, montre à l'évidence que *la classe dominante s'est cassée en deux*.

Un accident social d'une telle ampleur ne peut évidemment pas être expliqué, dans le goût anecdotique des observateurs bourgeois, par des dissensions portant sur une stratégie extérieure : il est d'ailleurs notoire que la bureaucratie chinoise supporte paisiblement l'affront que constitue, à sa porte, l'écrasement du Vietnam. Pas davantage, des querelles personnelles de succession n'auraient engagé de tels enjeux. Quand certains dirigeants se voient reprocher d'avoir « écarté Mao Tse-toung du pouvoir » depuis la fin des années 50, tout porte à croire qu'il s'agit là d'un de ces crimes rétrospectifs couramment fabriqués par les épurations bureaucratiques — Trotsky menant la guerre civile sur ordre du Mikado, Zinoviev secondant Lénine pour complaire à l'Empire britannique, etc. Celui qui aurait écarté du pouvoir un personnage aussi puissant que Mao n'aurait jamais dormi tant que Mao pouvait revenir. Mao serait donc mort ce jour-là, et rien n'eût empêché ses fidèles successeurs d'attribuer cette mort, par exemple, à Khrouchchev. Si les gouvernants et polémistes des Etats bureaucratiques comprennent certainement beaucoup mieux la crise chinoise, leurs déclarations n'en peuvent être pour autant plus sérieuses, car ils doivent redouter, en parlant de la Chine, de trop révéler sur eux-mêmes. Ce sont finalement les débris gauchistes des pays occidentaux, toujours volontaires pour être dupes de toutes les propagandes à relents sous-léninistes, qui sont capables de se tromper plus lourdement que tout le monde, en évaluant gravement le rôle dans la société chinoise des traces de la rente conservée aux capitalistes ralliés, ou bien en cherchant dans cette mêlée quel leader représenterait le

gauchisme ou l'autonomie ouvrière. Les plus stupides ont cru qu'il y avait quelque chose de « culturel » dans cette affaire, jusqu'en janvier où la presse maoïste leur a joué le mauvais tour d'avouer que c'était « depuis le début une lutte pour le pouvoir ». Le seul débat sérieux consiste à examiner pourquoi et comment la classe dominante a pu se briser en deux camps hostiles ; et toute recherche à ce propos se trouve bien entendu interdite à ceux qui n'admettent pas que la bureaucratie est une classe dominante, ou bien qui ignorent la spécificité de cette classe et la ramènent aux conditions classiques du pouvoir bourgeois.

Sur le *pourquoi* de la rupture à l'intérieur de la bureaucratie, on peut seulement dire avec certitude que c'est une question telle qu'elle mettait en jeu la domination même de la classe régnante *puisque, pour la trancher, les deux côtés, inébranlablement opiniâtres, n'ont pas craint de risquer tout de suite ce qui est le pouvoir commun de leur classe*, en mettant en péril toutes les conditions existantes de leur administration de la société. La classe dominante devait donc savoir qu'elle ne pouvait plus gouverner comme avant. Il est sûr que ce conflit porte sur la gestion de l'économie. Il est sûr que l'effondrement des politiques économiques successives de la bureaucratie est la cause de l'acuité extrême du conflit. L'échec de la politique dite du « Grand bond en avant » — principalement du fait de la résistance de la paysannerie — non seulement a fermé la perspective d'un décollage ultra-volontariste de la production industrielle, mais encore a forcément entraîné une désorganisation désastreuse, sensible sur plusieurs années. L'augmentation même de la production agricole depuis 1958 paraît très faible, et le taux de croissance de la population reste supérieur à celui des subsistances. Il est moins facile de dire sur quelles options économiques précises la classe dirigeante s'est scindée. Probablement un côté (comprenant la majorité de l'appareil du parti, des responsables des syndicats, des économistes) voulait poursuivre ou ac-

croître plus ou moins considérablement la production des biens de consommation, soutenir par des stimulants économiques l'effort des travailleurs, et cette politique impliquait, en même temps que certaines concessions aux paysans et surtout aux ouvriers, l'augmentation d'une consommation hiérarchiquement différenciée dans une large base de la bureaucratie. L'autre côté (comprenant Mao, une grande partie des cadres supérieurs de l'armée) voulait sans doute une reprise à n'importe quel prix de l'effort pour industrialiser le pays, un recours encore plus extrême à l'énergie idéologique et à la terreur, la surexploitation sans limite des travailleurs, et peut-être le sacrifice « égalitaire », dans la consommation, d'une couche notable de la bureaucratie inférieure. Les deux positions sont également orientées vers le maintien de la domination absolue de la bureaucratie, et calculées en fonction de la nécessité de faire barrage aux luttes de classes qui menacent cette domination. En tout cas, l'urgence et le caractère vital de ce choix étaient pour tous si évidents que les deux camps ont cru devoir courir le risque d'aggraver immédiatement l'ensemble des conditions dans lesquelles ils se trouvaient placés, par le désordre de leur scission même. Il est très possible que l'acharnement, d'un côté comme de l'autre, se trouve justifié par le fait qu'il n'y a pas de solution correcte aux insurmontables problèmes de la bureaucratie chinoise ; que donc les deux options qui s'affrontent étaient également inapplicables ; et qu'il fallait pourtant choisir.

Quant à savoir *comment* une division au sommet de la bureaucratie a pu descendre, d'appel en appel, vers les niveaux inférieurs, en recréant à tous les étages des affrontements télégués en sens inverse dans tout l'appareil du parti et de l'Etat, et finalement dans les masses, il faudrait sans doute tenir compte des survivances du vieux modèle d'administration de la Chine par provinces tendant à une semi-autonomie. La dénonciation des « royaumes indépendants », lancée en janvier par les maoïstes de Pékin, évoque nettement ce fait, et

le développement des troubles dans les derniers mois le confirme. Il est bien possible que le phénomène de l'autonomie régionale du pouvoir bureaucratique qui, lors de la contre-révolution russe, ne s'est manifesté que faiblement et épisodiquement autour de l'organisation de Léninegrad, ait trouvé en Chine bureaucratique des bases multiples et solides, se traduisant par la possibilité d'une coexistence, au gouvernement central, de clans et de clientèles détenant en propriété directe des régions entières du pouvoir bureaucratique, et passant entre eux des compromis sur cette base. Le pouvoir bureaucratique en Chine n'est pas né d'un mouvement ouvrier, mais de l'encadrement militaire des paysans, au long d'une guerre de vingt-deux ans. L'armée est demeurée imbriquée dans le parti, dont tous les dirigeants ont été aussi bien des chefs militaires, et elle est restée la principale école de sélection, pour le parti, des masses paysannes qu'elle éduque. Il semble, en outre, que l'administration locale mise en place en 1949 ait été fortement tributaire des zones de passage des différents corps d'armée descendant du nord au sud, et laissant chaque fois dans leur sillage des hommes qui leur étaient liés par l'origine régionale (ou familiale : facteur de consolidation des élites bureaucratiques que la propagande contre Liu Shao-chi et autres a mis pleinement en lumière). De telles bases locales d'un pouvoir semi-autonome dans l'administration bureaucratique auraient donc pu se former en Chine par la combinaison des structures organisationnelles de l'armée conquérante et des forces productives qu'elle trouvait à contrôler dans le pays conquis.

Quand la tendance de Mao a commencé son offensive publique contre les positions solides de ses adversaires, en faisant marcher les étudiants et les enfants des écoles embrigadés, elle ne visait dans l'immédiat aucune sorte de refonte « culturelle » ou « civilisatrice » des masses de travailleurs, déjà serrés au plus fort degré dans le carcan idéologique du régime. Les

sottises contre Beethoven ou l'art Ming, au même titre que les invectives contre les positions encore occupées ou déjà reconquises par une bourgeoisie chinoise manifestement anéantie en tant que telle, n'étaient présentées que pour amuser le tapis — non sans calculer que ce gauchisme sommaire pourrait trouver un certain écho parmi les opprimés, qui ont quelque raison de penser qu'il existe encore chez eux plusieurs obstacles à l'avènement d'une société sans classes. Le but principal de l'opération était de faire paraître dans la rue, au service de cette tendance, l'idéologie du régime, qui est, par définition, maoïste. Les adversaires ne pouvant être eux-mêmes autre chose que maoïste, ils se trouvaient mis d'emblée en fâcheuse posture par le déclenchement de cette mauvaise querelle. C'est pourquoi leurs « autocritiques » insuffisantes peuvent exprimer en fait leur résolution de garder les postes qu'ils contrôlent. On peut donc qualifier la première phase de la lutte comme un affrontement des *propriétaires officiels de l'idéologie* contre la majorité des *propriétaires de l'appareil* de l'économie et de l'Etat. Cependant, la bureaucratie, pour maintenir son appropriation collective de la société, a besoin aussi bien de l'idéologie que de l'appareil administratif et répressif ; de sorte que l'aventure d'une telle séparation était extrêmement périlleuse si elle ne devait pas aboutir dans de courts délais. On sait que la majorité de l'appareil, et Liu Shao-chi en personne, malgré sa position critique à Pékin, ont résisté obstinément. Après leur première tentative de bloquer l'agitation maoïste au stade des Universités, où les « groupes de travail » en avaient pris le contre-pied, cette agitation s'étendit à la rue dans toutes les grandes villes, et partout commença à attaquer, par les journaux muraux et l'action directe, les responsables qui lui étaient désignés — ceci n'excluant pas les erreurs et les excès de zèle. Ces responsables organisèrent la résistance partout où ils le pouvaient. Les premiers heurts entre ouvriers et « gardes rouges » ont dû être plutôt menés par les *activistes* du parti dans les usines, à la disposition des notables locaux de l'appareil. Bien-

tôt, les ouvriers exaspérés par les excès des gardes rouges, ont commencé à intervenir par eux-mêmes. Dans tous les cas où les maoïstes ont parlé d'« entendre la révolution culturelle » aux usines, puis aux campagnes, ils se sont donné l'allure de *décider un glissement* qui, pendant tout l'automne de 1966, leur avait échappé, et s'était déjà, en fait, opéré en dépit de leurs plans. La chute de la production industrielle ; la désorganisation des transports, de l'irrigation, de l'administration étatique jusqu'au niveau des ministères (malgré les efforts de Chou En-lai) ; les menaces qui ont pesé sur les récoltes de l'automne et du printemps ; l'interruption complète de l'enseignement — particulièrement grave dans un pays sous-développé — pendant plus d'une année, tout cela n'a été que l'inévitable résultat d'une lutte dont l'extension est uniquement due à la résistance de cette part de la bureaucratie au pouvoir qu'il s'agissait, pour les maoïstes, de faire céder.

Les maoïstes, dont l'expérience politique n'est guère liée aux luttes en milieu urbain, auront eu l'occasion de vérifier le précepte de Machiavel : « Qu'on se garde d'exciter une sédition dans une ville en se flattant de pouvoir l'arrêter ou la diriger à sa volonté » (*Histoires florentines*). Après quelques mois de pseudo-révolution pseudo-culturelle, c'est la lutte de classes réelle qui est apparue en Chine, les ouvriers et les paysans commençant à agir pour eux-mêmes. Les ouvriers ne peuvent ignorer ce que signifie pour eux la perspective maoïste ; les paysans, qui voient menacé leur lopin individuel, ont commencé en plusieurs provinces à se répartir les terres et le matériel des « communes populaires » (celles-ci n'étant que le nouvel habillage idéologique des unités administratives préexistantes, et recoupant généralement les anciens cantons). Les grèves des chemins de fer, la grève générale de Shanghai — qualifiée, comme à Budapest, d'arme privilégiée des capitalistes —, les grèves de la grande agglomération industrielle de Wuhan, de Canton, du Hupeh, des métallurgistes et des ouvriers du textile à Chungking, les attaques des

paysans du Szechwan et du Fukien, ont culminé au mois de janvier, mettant la Chine au bord du chaos. En même temps, sur les traces des ouvriers organisés en « gardes pourpres » au Kwangsi dès septembre 1966 pour combattre les gardes rouges, et après les émeutes anti-maoïstes de Nankin, des « armées » se constituaient dans différentes provinces, comme « l'Armée du 1^{er} août » au Kwangtung. L'armée nationale devait intervenir partout, en février-mars, pour mater les travailleurs, diriger la production par le « contrôle militaire » des usines, et même, appuyée alors par la milice, contrôler les travaux dans les campagnes. La lutte des ouvriers pour maintenir ou accroître leur salaire, la fameuse tendance à P « économie » maudite par les maîtres de Pékin, a pu être acceptée, voire encouragée, par certains des cadres locaux de l'appareil, dans leur résistance aux bureaucrates maoïstes rivaux. Mais il est certain que la lutte était menée par un courant irrésistible de la base ouvrière : la dissolution autoritaire en mars des « associations professionnelles », qui s'étaient formées après la première dissolution des syndicats du régime, dont la bureaucratie échappait à la ligne maoïste, le montre fort bien ; c'est ainsi que le *Jiefang Ribao* condamnait, à Shanghai, en mars, « la tendance féodale de ces associations formées non sur la base de classe (*lire : la qualité qui définit cette base de classe est le pur monopole du pouvoir maoïste*) mais par métiers, et qui ont comme objectifs de lutte les intérêts partiels et immédiats des ouvriers exerçant ces métiers ». Cette défense des vrais possesseurs des intérêts généraux et permanents de la collectivité avait été aussi nettement exprimée, le 11 février, par une directive du Conseil de l'Etat et de la Commission militaire du Comité Central : « Tous les éléments qui ont saisi ou volé des armes doivent être arrêtés. »

Au moment où le règlement de ce conflit, qui a évidemment entraîné des morts par dizaines de milliers, opposant entre elles des grandes unités militaires avec tout leur équipement, et jusqu'à des navires

de guerre, est confié à l'armée chinoise, cette armée est elle-même divisée. Elle doit assurer la poursuite et l'intensification de la production alors qu'elle n'est plus en état d'assurer l'unité du pouvoir en Chine — en outre, son intervention directe contre la paysannerie présenterait, étant donné son recrutement essentiellement paysan, les plus grands risques. La trêve recherchée en mars-avril par les maoïstes, déclarant que tout le personnel du parti est récupérable à l'exception d'une « poignée » de traîtres, et que la principale menace est désormais « l'anarchisme », signifie, plus que l'inquiétude devant la difficulté de mettre un frein au dévouement survenu dans la jeunesse à la suite de l'expérience des gardes rouges, l'inquiétude essentielle d'être arrivé au bord de la dissolution de la classe dirigeante elle-même. Le parti, l'administration centrale et provinciale se trouvent à ce moment en décomposition. Il s'agit de « rétablir la discipline dans le travail ». « Le principe de l'exclusion et du renversement de tous les cadres doit être condamné sans réserve », déclare le *Drapeau Rouge* en mars. Et déjà en février *Chine Nouvelle* : « Vous écrasez tous les responsables... mais lorsque vous prenez le contrôle d'un organisme, qu'avez-vous entre les mains d'autre qu'une salle vide et des tampons ? » Les réhabilitations et les nouveaux compromis se succèdent au petit bonheur. La survie même de la bureaucratie est la cause suprême qui doit faire passer au second plan ses diverses options politiques comme simples moyens.

A partir du printemps de 1967, on peut dire que le mouvement de la « révolution culturelle » est parvenu à un échec désastreux, et que cet échec est certainement le plus immense dans la longue série des échecs du pouvoir bureaucratique en Chine. En face du coût extraordinaire de l'opération, aucun de ses buts n'a été atteint. La bureaucratie est plus divisée que jamais. Tout nouveau pouvoir mis en place dans les régions tenues par les maoïstes se divise à son tour : « la triple alliance révolutionnaire » armée - garde rouge - parti ne cesse de se

décomposer, et du fait des antagonismes entre ces trois forces (le parti, surtout, se tenant à l'écart ou n'y entrant que pour la saboter), et du fait des antagonismes toujours plus poussés à l'intérieur de chacune de ces trois forces. Il paraît aussi difficile de recoller l'appareil que d'en édifier un autre. Surtout, les deux tiers au moins de la Chine ne sont à aucun degré contrôlés par le pouvoir de Pékin.

A côté des comités gouvernementaux des partisans de Liu Shao-chi, et des mouvements de lutte ouvrière qui continuent à s'affirmer, ce sont déjà les *Seigneurs de la Guerre* qui reparaissent sous l'uniforme de généraux « communistes » indépendants, traitant directement avec le pouvoir central, et menant leur propre politique, particulièrement dans les régions périphériques. Le général Chang Kuo-hua, maître du Tibet en février, après des combats de rues à Lhasa emploie les blindés contre les maoïstes. Trois divisions maoïstes sont envoyées pour « écraser les révisionnistes ». Elles semblent n'y réussir que modérément car Chang Kuo-hua contrôle toujours la région en avril. Le 1^{er} mai, il est reçu à Pékin, et les tractations aboutissent à un compromis puisqu'il est chargé de constituer un comité révolutionnaire pour gouverner le Szechwan, où dès avril une « alliance révolutionnaire », influencée par un général Hung, avait pris le pouvoir et emprisonné les maoïstes ; depuis, en juin, les membres d'une commune populaire s'étaient emparés d'armes et avaient attaqué les militaires. En Mongolie-Intérieure, l'armée s'est prononcée contre Mao dès février, sous la direction de Liu Chiang, commissaire politique adjoint. La même chose est advenue dans le Hopeh, le Honan, la Mandchourie. Dans le Kansu, en mai, le général Chao Yung-shih a réussi un putsch antimaoïste. Le Sinkiang, où sont les installations atomiques, a été neutralisé d'un commun accord dès mars, sous l'autorité du général Wang En-mao ; le même est cependant réputé y avoir attaqué les « révolutionnaires maoïstes » en juin. Le Hopeh se trouve, en juillet, aux mains du général Chen Tsai-

tao, commandant du district de Wuhan — un des plus anciens centres industriels de Chine. Dans le vieux style de l'« incident de Sian » il y fait arrêter deux des principaux dirigeants de Pékin venus négocier avec lui ; le Premier ministre doit faire le voyage, et on annonce comme une « victoire » qu'il a obtenu la restitution de ses émissions. En même temps, 2.400 usines et mines se trouveraient paralysées dans cette province consécutivement au soulèvement armé de 50.000 ouvriers et paysans. D'ailleurs il s'avère au début de l'été que le conflit continue partout : en juin des « ouvriers conservateurs » du Honan ont attaqué une filature à coups de bombes incendiaires, en juillet, le bassin houillier de Fushun et les travailleurs du pétrole à Tabsing sont en grève, les mineurs du Kiangsi font la chasse aux maoïstes, on appelle à la lutte contre « l'armée industrielle du Chekiang » décrite comme une « organisation terroriste antimarxiste », les paysans menacent de marcher sur Nankin et Shanghai, on se bat dans les rues de Canton et de Chungking, les étudiants de Kweiyang attaquent l'armée et se saisissent de dirigeants maoïstes. Et le gouvernement qui s'est décidé à interdire les violences « dans les régions contrôlées par les autorités centrales », même là semble avoir fort à faire. Faute d'arrêter les troubles, on arrête les informations en expulsant la plupart des rares résidents étrangers.

Mais, au début d'août, la cassure dans l'armée est devenue si dangereuse que ce sont les publications officielles de Pékin qui révèlent elles-mêmes que les partisans de Liu veulent « mettre sur pied un royaume indépendant réactionnaire bourgeois au sein de l'armée », et (*Quotidien du peuple* du 5 août) que « les attaques contre la dictature du prolétariat en Chine sont venues non seulement des échelons supérieurs mais aussi des échelons inférieurs ». Pékin en vient à avouer clairement qu'un tiers au moins de l'armée s'est prononcé contre le gouvernement central, et qu'une grande partie même de la vieille Chine des dix-huit provinces lui a échappé. Les suites immédiates

de l'incident de Wuhan semblent avoir été très graves, une intervention des parachutistes de Pékin, appuyée par six canonniers remontant le Yangtze depuis Shanghai se trouvant repoussée après une bataille rangée ; et, d'autre part, des armes des arsenaux de Wuhan auraient été envoyées aux antimaoïstes de Chungking. En outre, il convient de noter que les troupes de Wuhan appartenaient au groupe d'armées placé sous l'autorité directe de Lin Piao, le seul qui était considéré comme sûr. Vers le milieu du mois d'août, les luttes armées se généralisent à un tel point que le gouvernement maoïste en vient à réprouver officiellement cette sorte de continuation de la politique par des moyens qui se retournent contre lui ; et assure préférer la conviction, qu'il remporterait en s'en tenant à une « lutte par la plume ». Simultanément, il annonce la distribution d'armes aux masses dans « les zones sûres ». Mais où sont de telles zones ? On se bat de nouveau à Shanghai, présenté depuis des mois comme une des rares citadelles du maoïsme. Des militaires du Shantung incitent les paysans à la révolte. La direction de l'armée de l'air est dénoncée comme ennemie du régime. Et comme au temps de Sun Yat-sen, Canton, tandis que la 41^e Armée fait mouvement pour y rétablir l'ordre, se détache en pôle de la révolte, les ouvriers des chemins de fer et des transports urbains en étant le fer de lance : les prisonniers politiques ont été délivrés, des armes destinées au Vietnam ont été saisies sur des cargos dans le port, un nombre indéterminé d'individus a été pendu dans les rues. Ainsi, la Chine s'enfonce lentement dans une guerre civile confuse, qui est à la fois l'affrontement entre diverses régions du pouvoir bureaucratique-étatique émiellé, et l'affrontement des revendications ouvrières et paysannes avec les conditions d'exploitation que doivent maintenir partout les directions bureaucratiques déchirées.

Du fait que les maoïstes se sont montrés, avec le succès que l'on peut voir, les champions de l'idéologie

absolue, ils ont rencontré jusqu'ici l'estime et l'approbation au degré le plus fantastique parmi les intellectuels occidentaux qui ne manquent jamais de saliver à de tels stimuli. K.S. Karol, dans le *Nouvel Observateur* du 15 février, rappelait doctement aux maoïstes leur oubli de ce fait « que les vrais staliniens ne sont pas des alliés potentiels de la Chine mais ses ennemis les plus irréductibles : pour eux, la révolution culturelle avec ses tendances anti-bureaucratiques, évoque le trotskisme... » Il y a eu d'ailleurs beaucoup de trotskistes pour s'y reconnaître, par là se rendant justice ! *Le Monde*, le journal le plus franchement maoïste paraissant hors de Chine, a annoncé jour après jour le succès imminent de M. Mao Tse-toung prenant enfin ce pouvoir qu'on lui croyait acquis depuis dix-huit ans. Les sinologues, quasiment tous stalino-chrétiens — le mélange est répandu partout mais là principalement —, ont ressorti l'âme chinoise pour témoigner de la légitimité du nouveau Confucius. Ce qu'il y a toujours eu de burlesque dans l'attitude des intellectuels bourgeois de la gauche modérément stalinophile a trouvé la plus belle occasion de s'épanouir devant les records chinois du genre : cette révolution « culturelle » devra peut-être durer 1.000 ou 10.000 ans. *Le Petit Livre Rouge* a enfin réussi à « siniser le marxisme ». « Le bruit des hommes en train de réciter les citations d'une voix forte et claire s'entend dans toutes les unités de l'armée ». « La sécheresse n'a rien d'effrayant, la pensée de Mao Tse-toung est notre pluie fécondante ». « Le chef de l'État a été jugé responsable... pour n'avoir pas prévu la volte-face du maréchal Chiang Kai-shek lorsque celui-ci dirigea son armée contre les troupes communistes » (*Le Monde* du 4-4-67 ; il s'agit du coup de 1927, que chacun avait bien prévu en Chine, mais qu'il fallut attendre passivement pour obéir aux ordres de Staline). Une chorale vient chanter l'hymne intitulé : *Cent millions de personnes prennent les armes pour critiquer le sinistre livre du Perfectionnement de soi-même* (œuvrette naguère officielle de Liu Shao-chi). La liste

est sans fin, on peut l'interrompre sur ce bon mot du *Quotidien du peuple*, le 31 juillet : « La situation de la révolution culturelle prolétarienne en Chine est excellente, mais la lutte des classes devient plus difficile ».

Après tant de bruit, les conclusions historiques à tirer de cette période sont simples. Où que puisse aller maintenant la Chine, l'image du dernier pouvoir bureaucratique-révolutionnaire a volé en éclats. L'effondrement interne s'ajoute aux incessants écroulements de sa politique extérieure : anéantissement du stalinisme indonésien, rupture avec le stalinisme japonais, destruction du Vietnam par les États-Unis et, pour finir, proclamation par Pékin, en juillet, que « l'insurrection » de Naxalbari, quelques jours avant sa dispersion par la première opération de police, était le début de la révolution paysanne-maoïste dans toute l'Inde : en soutenant cette extravagance, Pékin a rompu avec la majorité de ses propres partisans indiens, c'est-à-dire avec le dernier grand parti bureaucratique qui lui restait acquis. Ce qui est inscrit maintenant dans la crise interne de la Chine, c'est son échec à industrialiser le pays, et à se donner en modèle aux pays sous-développés. L'idéologie portée à son degré absolu, en vient à l'éclatement. Son usage absolu est aussi bien son zéro absolu : c'est la nuit, où toutes les vaches idéologiques sont noires. Au moment où, dans la confusion la plus totale, les bureaucrates se combattent au nom du même dogme, et dénoncent partout « les bourgeois abrités derrière le drapeau rouge », la double pensée s'est elle-même dédoublée. C'est la fin joyeuse des mensonges idéologiques, leur mise à mort dans le ridicule. Ce n'est pas la Chine, c'est notre monde qui a produit ce ridicule. Nous avions dit dans le numéro de *V.S.* paru en août 1961 qu'il deviendrait « à tous les niveaux, de plus en plus péniblement ridicule, jusqu'au moment de sa reconstruction révolutionnaire complète ». On voit ce qu'il en est. La nouvelle époque de la critique prolétarienne saura qu'elle n'a plus rien à ménager qui soit à elle, et

que tout confort idéologique existant lui aura été arraché dans la honte et l'épouvante. En découvrant qu'elle est dépossédée des faux biens de son monde mensonger elle doit comprendre qu'elle est la négation déterminée de la totalité de la société mondiale ; et elle le saura aussi en Chine. C'est la dislocation mondiale de l'*Internationale bureaucratique* qui se reproduit en ce moment à l'échelle chinoise, dans la fragmentation du pouvoir en provinces indépendantes. Ainsi, la Chine retrouve son passé, qui lui repose les tâches

révolutionnaires réelles du mouvement vaincu autrefois. Le moment où paraît-il, « Mao recommence en 1967 ce qu'il faisait en 1927 » (*Le Monde* du 17-2-67) est aussi le moment où, pour la première fois depuis 1927, l'intervention des masses ouvrières et paysannes a déferlé sur tout le pays. Aussi difficile que soient la prise de conscience et la mise en œuvre de leurs objectifs autonomes, quelque chose est mort dans la domination totale que subissaient les travailleurs chinois. Le *Mandat du Ciel prolétarien* est épuisé.

16 août 1967

INTERNATIONALE SITUATIONNISTE

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR:

LIVRE

- *Michel Bakounine, une vie d'homme*
par Jeanne-Marie
384 p., illustré, broché.
24,50 francs suisses



BROCHURES

- *Santiago Carrillo ou l'histoire falsifiée*
par F. Gomez-Pelaez
Prix: 3 francs suisses.
- *Irlande du Nord: IRA fasciste — Etat flic
ou comment y voir clair dans la boue irlandaise.*
Prix: 3 francs suisses.
- *Le Grand Timonier n'est plus, mais les maoïstes de
tout poil continuent leurs singeries.*
Prix: 3 francs suisses

ÉDITEUR: Association NOIR - Case postale 167 - CH-1211 Genève 4
CCP 12-18167